

## COMMENT ÉTUDIER LES CLASSES POPULAIRES AUJOURD'HUI ? UNE DÉMARCHE D'ETHNOGRAPHIE COMPARÉE

**ERES** | *Espaces et sociétés*

2014/1 - n° 156-157  
pages 125 à 141

ISSN 0014-0481

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2014-1-page-125.htm>

Pour citer cet article :

« Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée », *Espaces et sociétés*, 2014/1 n° 156-157, p. 125-141. DOI : 10.3917/esp.156.0125

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



# Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée

Collectif Rosa Bonheur

Depuis la fin des années 1970, le modèle de développement économique néolibéral a contribué à la remise en cause du capitalisme industriel et au délitement de la société salariale (Alonso, 2007 ; Boltanski, Chiapello, 1999). Les formes de dérégulation économique et financière qui ont accompagné ce processus ont particulièrement touché les populations des anciennes grandes villes industrielles, en Europe et en Amérique. La crise de l'emploi et le chômage devenu massif et durable dans ces territoires ont participé à la dégradation des conditions de travail et d'existence d'une part croissante de la

---

*Collectif Rosa Bonheur*

*Le collectif est composé de sept enseignants-chercheurs en sociologie de l'Université de Lille 1, tous membres du laboratoire CLERSE-CNRS (UMR 8019). Il s'agit de :*

*Anne Bory <Anne.bory@univ-lille1.fr>*

*José Angel Calderon, <Jose.calderon@univ-lille1.fr>*

*Valérie Cohen <Valerie.Cohen@univ-lille1.fr>*

*Blandine Mortain <Blandine.mortain@univ-lille1.fr>*

*Séverin Muller <Severin.muller@univ-lille1.fr>*

*Juliette Verdière <Juliette.verdiere@univ-lille1.fr>*

*Cécile Vignal <Cecile.vignal@univ-lille1.fr>*

population, placée en situation « d'insécurité sociale » permanente (Castel, 1995). Ces transformations affectent directement le quotidien des classes populaires, jusqu'ici structuré par leur appartenance à la société salariale. Elles conduisent également à réinterroger la notion de « populaire ». La définition de cette catégorie ne renvoie pas seulement à des enjeux scientifiques d'analyse de la stratification sociale, mais aussi à des enjeux politiques de désignation en termes de classe(s) sociale(s), de classe(s) populaire(s), voire de classe(s) subalterne(s) (Gramsci, 1975). Désignant à la fois des positions sociales dominées et des pratiques et comportements culturels séparés des classes et normes dominantes, la notion de « classes populaires » reste « unificatrice » et permet d'étudier « les proximités, transitions, continuités », de réfléchir aux « formes de continuum qui peuvent relier entre eux divers types de groupes dominés » (Schwartz, 2011, p. 30). Nous y avons donc recours pour engager l'exploration empirique des modes d'organisation de la vie quotidienne. Nous proposons dans cet article des éléments d'analyse à partir d'une enquête collective en cours qui réunit trois équipes, en France, en Espagne et en Argentine<sup>1</sup>, autour de préoccupations communes pour les reconfigurations des classes populaires et de la volonté de s'y intéresser empiriquement. Les enquêtes portent sur le territoire de La Matanza, à la périphérie de Buenos Aires, celui de Coslada, dans la banlieue de Madrid, et celui de Roubaix, au sein de la métropole lilloise. La démarche d'ethnographie comparée constituant notre cadre épistémologique, nous explicitons dans un premier temps le parti pris d'une analyse territorialisée et « de plain-pied » des pratiques ordinaires (Fournier et al., 2008). Nous proposons ensuite des pistes de réflexion à partir de résultats intermédiaires organisés selon deux niveaux d'analyse. Le premier est celui du territoire. Il s'agit de caractériser le passage d'une territorialité ouvrière à une territorialité populaire. De quelle manière les pouvoirs politiques d'une part, les transformations du travail et des systèmes économiques locaux d'autre part, construisent-ils la territorialité des classes populaires ? En retour, comment leurs pratiques quotidiennes construisent-elles le territoire ? Le deuxième niveau s'appuie également sur les pratiques et les relations sociales pour analyser les tensions entre l'autonomie et la dépendance expérimentées par les classes populaires. Les pratiques quotidiennes pour accéder au travail formel ou informel, à l'éducation, aux ressources alimentaires et de santé, permettent-elles la construction d'espaces d'autonomisation ? Quels liens de

---

1. Les équipes argentine et espagnole comprennent quatre membres principaux, avec lesquels nous avons commencé à travailler en 2010 : Paula Lenguita et Juan Montes Cato, sociologues du travail, chercheurs en sociologie et membres du CEIL-CONICET (Buenos Aires) ; Pablo López Calle, professeur de sociologie à l'université Complutense de Madrid et membre du centre Charles Babbage (Centre de recherche en sociologie du travail) et Rafael Ibañez Rojo, professeur associé de sociologie à l'Université Autonome de Madrid. Ces collègues rassemblent autour d'eux des collectifs de chercheurs à géométrie variable.

dépendance se tissent dans la relation à l'État, aux collectivités locales, aux acteurs de l'intermédiation en termes de logement, d'éducation, de consommation et de santé ?

### SAISIR UN PROCESSUS GLOBAL PAR UNE APPROCHE ETHNOGRAPHIQUE

Les classes populaires ont fait l'objet de différentes analyses fragmentées, centrées par exemple sur « les ouvriers » (Collovald et Sawicki, 1991 ; Schwartz, 1990), « les chômeurs de longue durée » (Demazière, 1995), les « SDF » (Lanzarini, 2000), les « allocataires du RMI » (Cohen et Larguèze, 2002). Prenant acte de l'hétérogénéité de ces fractions de classe, notre démarche prend pour point d'appui non pas un groupe social en particulier, mais un *territoire*, à l'échelle d'une ville dite « populaire », Roubaix (voir encadré *infra* p. 129). Inscrite dans la tradition de Chicago, la monographie urbaine met en relief les imbrications et les frontières entre différents groupes et espaces sociaux ; à Roubaix, elle donne à voir les acteurs, les institutions, mais également les espaces à partir desquels se structurent les classes populaires.

Celles-ci sont par ailleurs soumises à des processus qui conduisent à les invisibiliser ou à les définir par la négation. Dès lors, un des objectifs de notre recherche consiste à rendre visible ce qui est habituellement occulté de l'extérieur, mais aussi ce que les classes populaires contribuent elles-mêmes à invisibiliser. Parce que les classes populaires ne font pas face à un état de « crise » (comme le laissent penser les politiques sociales d'accompagnement, les politiques de la ville, les acteurs économiques, *etc.*) mais à un état structurel qui se perpétue depuis quarante ans, nous faisons l'hypothèse qu'elles ont appris à vivre et à s'organiser autrement, c'est-à-dire en dehors ou à la marge de la société salariale. Il s'agit donc de prêter attention à un ensemble de pratiques visant la recherche et la mobilisation des ressources disponibles, tant matérielles que symboliques. Ces pratiques et leurs agencements correspondent à un travail d'organisation du quotidien, de production et de reproduction de la vie (Marx, 1971 ; Willis, 2011), que nous cherchons à visualiser et à caractériser. Ces pratiques, sont appréhendées comme un « travail », lui-même analysé à partir de ses contraintes, de ses conditions, de ses hiérarchisations, des territoires et des rapports sociaux qui le structurent.

La méthodologie d'enquête s'est construite à partir d'entretiens et d'observations exploratoires et de relations nouées sur le terrain. Nous louons un logement un ou deux mois chaque année dans la ville, ce qui favorise les échanges quasi quotidiens avec nos interlocuteurs, et entre nous sur les avancées de la recherche. Cette démarche faite d'imprégnation de la vie sociale, d'observations déambulatoires dans les différents quartiers, de discussions et de rencontres plus ou moins fortuites avec des habitants, des acteurs associatifs et syndicaux, nous permet progressivement d'établir des liens

problématiques entre des transformations globales et leur expression concrète au niveau local. Ces avancées par tâtonnements nous conduisent à privilégier telle ou telle entrée ethnographique, au gré des rencontres et des échanges. Nous participons ainsi aux réunions de collectifs de femmes qui se retrouvent, dans le cadre d'ateliers animés par des salariées de centres sociaux, pour discuter de leur vie quotidienne. Nous suivons un collectif d'anciens salariés du textile, licenciés, qui ont constitué une association, d'abord pour organiser leur retour à l'emploi, puis pour constituer un lieu de mémoire et de fabrique du textile<sup>2</sup>. Nous menons également une enquête sur les « garages à ciel ouvert » et plus largement sur les activités sociales et économiques autour de la voiture. Ces différents terrains donnent à voir des pratiques le plus souvent quotidiennes et ordinaires à partir desquelles s'organisent les classes populaires. Fondamentalement, cette démarche d'enquête assez expérimentale n'est possible et n'a de sens que parce qu'elle est collective et nous engage sur le long terme.

Enfin, notre réflexion sur les reconfigurations des classes populaires se construit à partir d'une analyse comparée. Cette approche locale est soutenue par la mise en perspective de trois territoires urbains périphériques – La Matanza, Coslada et Roubaix – dans lesquels les classes populaires se sont transformées de manière plus ou moins accentuée et plus ou moins brutale en France, en Argentine et en Espagne<sup>3</sup>. Au-delà de contextes sociétaux et de situations locales différents, c'est le processus de désalarisation et les façons d'y faire face qui nous intéressent et dont nous essayons d'établir les permanences et les principes de variations. Ainsi, ces territoires ont connu des processus similaires d'industrialisation entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, puis de désindustrialisation à partir des années 1970. Leur développement économique est caractérisé par une mono-industrie (le textile à Roubaix, la métallurgie à La Matanza et l'automobile à Coslada) qui a drainé d'importants capitaux et flux de populations ouvrières et en a fait des foyers du capitalisme industriel. Leur déclin économique les a transformés en territoires « périphériques » (Braudel, 1979), pauvres et subordonnés aux nouveaux centres du capitalisme néolibéral. Leur reconversion économique chaotique, plus ou moins accompagnée par les pouvoirs publics, s'est orientée vers l'agro-industrie à La Matanza, vers la logistique et les transports à Coslada, vers les services à Roubaix, excluant du marché de l'emploi formel une partie de la population ouvrière résidente et des classes moyennes appauvries.

2. Outre les anciens ouvriers de l'association, ce volet de l'enquête mobilise également Jean-Charles Leyris, un ethnologue associé au Clersé et archiviste à la DRAC Nord-Pas-de-Calais.

3. La perspective internationale implique de prendre en compte les caractéristiques historiques, politiques et sociales de chacun des trois pays (épisodes dictatoriaux, agencements entre État social et tournant néo-libéral, structuration du marché du travail, formes et ampleur de la paupérisation), qu'on ne développera pas ici.

Le croisement des analyses menées sur ces trois territoires contribue ainsi à orienter la recherche autour d'interrogations partagées. La première renvoie à l'étude des transformations conjointes du travail et du territoire. La deuxième concerne les modes d'organisation et les logiques d'autonomisation des classes populaires. Dans le cadre de cet article, nous assumerons de ne pas développer les apports de ces trois terrains pour chacune de ces deux entrées, mais plutôt de montrer comment, pour chaque entrée, les éléments de l'un des terrains étrangers ont nourri la réflexion sur le terrain français.

### DISPERSION DU TRAVAIL ET DIVERSITÉ DES TERRITORIALITÉS POPULAIRES

À partir d'une perspective socio-historique, nous interrogeons les modalités de passage d'une territorialité ouvrière à une territorialité que nous qualifions de populaire. Dans le sillage de Lefebvre (1974), nous considérons la ville comme une projection au sol des rapports sociaux : il s'agit donc de comprendre dans quelle mesure l'action imbriquée des pouvoirs politiques (État et collectivités locales) et des pouvoirs économiques (le marché) sur le territoire donne forme aux classes populaires et en retour, ce que les expériences et les trajectoires inscrites dans le territoire nous enseignent sur les manières de le vivre et de le façonner. Autrement dit, nous considérons l'interaction entre les effets de lieu et les rapports de classes.

#### **Roubaix : du territoire ouvrier au territoire populaire**

Ancienne cité de l'industrie textile, Roubaix s'est caractérisée, dès la période d'industrialisation à marche forcée (1830-1840), par une forte proportion d'ouvriers, issus de vagues d'immigration successives et massives, d'abord de la Belgique frontalière, puis d'Europe et du Maghreb à partir des années 1950. Touchée de plein fouet par la crise de l'emploi industriel des années 1970, elle est aujourd'hui un territoire marqué par la pauvreté et la désalarisation : le taux de chômage, structurellement élevé (28,6 % de la population active en 2008<sup>4</sup>), la faiblesse du revenu médian (786 € par habitant hors prestations sociales, en 2009<sup>5</sup>), en font une des villes les plus pauvres de France, mais aussi des plus inégalitaires (l'indice

.../...

4. Insee, RP 2008.

5. Le palmarès des villes françaises les plus inégalitaires, Observatoire des inégalités, 2 novembre 2011.

.../...

de Gini des revenus est en 2009 de 0,476<sup>6</sup>). Après avoir connu une croissance démographique exponentielle jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle, puis une stagnation, elle connaît un déclin démographique quasi constant depuis 1968 (114 547 habitants en 1968, 95 028 en 2009<sup>7</sup>). Par ailleurs, 50 % de la population a moins de 30 ans<sup>8</sup> et 71 % de la population non scolarisée de 15 ans et plus est sans diplôme ou a un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat<sup>9</sup>. La ville est physiquement marquée par son passé industriel, avec de nombreuses friches polluées et zones d'habitat dégradé, de telle sorte que 80 % du territoire est classé en zone d'urbanisation sensible (ZUS). Elle est devenue, au sein de la métropole lilloise, une ville périphérique de relégation sociale, en dépit d'une politique municipale volontariste destinée à attirer les classes moyennes, par la valorisation du patrimoine immobilier industriel, par la mise en œuvre d'une politique culturelle et par le développement d'activités économiques tournées vers la mode et les nouvelles technologies du textile et des services (Pryen et Rodriguez, 2006 ; Rousseau, 2010).

Porte d'entrée sur le territoire français (Noiriel, 1992), Roubaix est par ailleurs un espace qui se caractérise par des mobilités quotidiennes et des mobilités résidentielles entrantes et sortantes particulièrement importantes (Miot, 2011). Alors que des générations de migrants travailleurs occasionnels succèdent à des générations de travailleurs salariés migrants, une autre partie des classes populaires est amenée à développer des stratégies résidentielles de sortie du territoire.

Pour ces différentes raisons, Roubaix est devenue un lieu d'expérimentation de la politique de la ville, mais aussi l'objet d'une attention particulière pour les recherches en sciences sociales (Cornuel et Duriez, 1983 ; David et *al.*, 2006 ; Lefebvre, 2003 ; Neveu, 2003 ; Verfaillie, 1996).

À Roubaix, l'urbanisation est le produit d'une industrialisation rapide fondée sur une intrication forte entre habitat et emploi ouvrier. L'exclusion d'autres formes d'industries ou de développement économique par lesquelles la population ouvrière aurait pu trouver des emplois adaptés à ses qualifications, a conduit à un cloisonnement résidentiel et social des plus précarisés. Les entre-

6. Idem. L'indice de Gini est un indicateur synthétique de la concentration des revenus. Il varie entre 0 et 1 – 0 correspondant à une répartition parfaitement égalitaire des revenus et 1 à une situation où tous les revenus sauf un seraient nuls.

7. Insee, RGP 1968, population sans double compte ; population municipale pour 2009.

8. Insee, RP 2007.

9. Insee, RP 2008.

prises privées qui se sont réinstallées, notamment à la faveur de la création de zones franches, utilisent une population disqualifiée qui, alternant périodes d'activité, de reconversion et de chômage, subit directement les processus de précarisation et de dispersion sociale et géographique du travail. Les tensions entre les compétences développées sur le territoire et celles qui sont mobilisées par les entreprises conduisent à une relégation durable dans les quartiers. Le travail formel a quasiment disparu de certains quartiers, entraînant, après la fermeture des usines, la disparition de nombreux ateliers et petits commerces. Quant aux nouvelles activités économiques qui se sont développées dans la ville (sociétés de service, textile de pointe, entreprises informatiques), elles emploient peu les Roubaisiens, mais plutôt des salariés du reste de la métropole lilloise. Le travail n'a pas pour autant disparu du territoire, il se déploie en partie, de manière plus ou moins formelle, à l'initiative de la population. Reposant sur des savoir-faire naturalisés, s'exerçant aux marges du salariat et parfois aux marges de la légalité, ces activités ne sont pas toujours reconnues par les acteurs eux-mêmes comme du travail, lequel reste de ce fait invisible.

L'enquête montre que les habitants produisent des activités qui mobilisent des ressources et des savoirs locaux. Les activités manuelles et techniques, telles que la mécanique automobile qui concerne principalement les hommes, sont une source de revenus, de formation et d'activité pour différentes générations. Ces activités se déploient dans la rue, sur des *parkings* dans des garages « à ciel ouvert », plus ou moins clandestins. La multiplication de ces petits garages, ateliers de mécanique et concessions d'automobiles d'occasion dans les quartiers de Roubaix témoigne d'activités de bricolage, de recyclage, de récupération, qui mobilisent des savoir-faire en grande partie acquis hors du système de formation scolaire, dans l'expérience quotidienne du territoire. Dans ce rapport à la mécanique se dessine ainsi une graduation d'activités aux significations variées : une obligation économique et une manière de s'occuper en s'entraînant pour de jeunes hommes qui se retrouvent entre eux ; un moyen d'échapper au domicile pour des pères de famille au chômage et qui ne se sentent plus la force d'exercer une quelconque autorité parentale ; une possibilité d'échange sur la base de la maîtrise d'un savoir technique et manuel pour les anciens ouvriers. Comme nous l'ont dit certains jeunes, la mécanique est une des seules activités qui leur offrent des perspectives professionnelles (convertir un apprentissage sur le tas en formation certifiée, voire monter sa petite entreprise), bien plus en tout cas que les emplois d'agents de sécurité dans les entreprises roubaisiennes. On comprend ainsi comment ce redéploiement des activités informelles définit les espaces de vie, de socialisation et de rencontres, de production de nouvelles compétences, et comment il affirme les processus de construction identitaire.

Les travaux que mène l'équipe espagnole sur la ville de Coslada éclairent autrement les transformations du travail et du territoire. Coslada est une ville de 90 000 habitants située dans la périphérie de Madrid, qui s'est très rapide-



ment développée dans le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle sous l'effet d'un exode rural massif. Des années 1950 jusqu'aux années 1980, l'essentiel de la population occupe des emplois industriels dans la construction automobile, dont l'une des principales usines du pays est installée à proximité. À compter des années 1980, l'activité d'usine diminue au profit de la logistique et du transport qui se développent sur un territoire qui regroupe un nœud autoroutier, un « port » ferroviaire douanier et l'aéroport de la capitale.

À partir des recherches menées sur les activités de transport et sur le développement de mono-entreprises sous-traitantes de la logistique, l'équipe espagnole montre comment le travail a été relocalisé dans les quartiers résidentiels périphériques, et comment la désalarisation se répercute sur la configuration des familles des classes populaires, contribuant à dissoudre les frontières qui séparent les sphères privée et professionnelle. Ainsi, les stratégies des entreprises pour externaliser les activités de transport, combinées à la fragmentation de la logistique comme chaîne de production d'un service, ont poussé d'anciens salariés de l'industrie à créer leur propre entreprise de transport. Ces logiques ont entraîné une intensification du travail et une occultation des conditions dans lesquelles il est réalisé : le travail s'atomise sous l'effet de la lyophilisation productive et les collectifs propres au monde industriel disparaissent. Tandis que les petits entrepreneurs de transport sont physiquement absents du territoire quand ils sont sur les routes, l'activité administrative liée au transport (comptabilité, prise de commandes, *etc.*) est prise en charge par les femmes à leur domicile. Ce travail, comme celui de *care*, lié à la gestion et à l'entretien de la famille (Molinier, Laugier et Paperman, 2009) sont en grande partie invisibles. C'est ainsi une division sociale et sexuelle du travail qui se met en place au sein de la famille et que l'on peut analyser comme une forme de « professionnalisation de la famille<sup>10</sup> ». Cette reconfiguration du travail repose donc sur un renforcement, sans reconnaissance, des activités domestiques et de soins.

La recherche à Coslada a nourri notre réflexion sur les répercussions des transformations du travail industriel sur la famille et l'habitat à Roubaix. Retissant des formes d'activité, déployant le travail dans la rue, ces pratiques mobilisent l'habitat populaire comme support conjoint des activités liées à la famille, au travail et aux sociabilités. Cet habitat permet ainsi le déploiement des modes de vie et des formes d'organisations familiales et sexuées des classes populaires qui y vivent. En effet, au-delà de la mécanique automobile, nous avons observé des activités de récupération, de réhabilitation des logements, des activités de ménage, de garde d'enfants, de coiffure à domicile, signalées par des affichages sur les murs et fenêtres des maisons. Au cœur de

10. Pablo López Calle « Coslada : de l'usine à la logistique », séminaire du Clersé, 2 novembre 2011.

la relation parenté-travail-habitat, une répartition sexuée de ces activités se dessine. En retour, la destruction et la délocalisation de l'emploi ouvrier, les démultiplications dans l'espace urbain d'activités informelles, ont des effets sur le territoire. Ces activités et ces liens participent à la formation d'une centralité populaire et immigrée. Certes, ces anciens quartiers ouvriers ne connaissent plus les formes d'entraide et d'appartenance collective cristallisées dans les années 1950 et 1960 (Hoggart, 1957 ; Young, Willmot, 1983 [1957] ; Gans, 1962 ; Coing, 1966). Mais, à l'instar d'autres quartiers populaires (Préteceille, 1997 ; Clerval, 2010 ; Omhovère, à paraître), la centralité de Roubaix s'appuie sur le renouvellement des ressources de proximité. De ce point de vue, nous faisons l'hypothèse que la dimension spatiale des ressources sociales est une des modalités contemporaines de résistance des classes populaires à la domination (Retière, 2003 ; Rénahy, 2010).

Ces observations nourrissent le constat d'un désajustement des politiques urbaines et d'habitat menées à Roubaix et dans d'autres villes en déclin industriel<sup>11</sup>, dans l'objectif explicite de garantir l'attractivité du territoire auprès des classes moyennes et moyennes supérieures (Miot, 2012). L'action publique locale comprend ici une double dimension : réhabilitation du patrimoine ouvrier et aide à l'accession à la propriété d'un côté, dispositifs visant à assurer « le passage de l'image de ville de tradition industrielle à celle de ville créative et culturelle » de l'autre (Fol et Miot, à paraître). Ces dispositifs illustrent la réorientation progressive du gouvernement municipal vers la croissance démographique et économique. Ils sont un des exemples de l'influence croisée tant des réseaux patronaux, des organisations catholiques, que des municipalités socialistes successives (Lefebvre, 2006 ; Cornuel et Duriez, *op. cit.*). De même, depuis 1999, les projets de rénovation urbaine appliqués à certains quartiers de la ville (GPV, PRU et PMRQAD<sup>12</sup>) cherchent à réhabiliter, dédensifier et normaliser ces quartiers populaires. Or, si les enjeux du logement insalubre

11. À Coslada, la première étape d'urbanisation se matérialise dans un premier quartier d'auto-construction d'ouvriers venus en masse des régions du sud de l'Espagne au long des années 1960, habité aujourd'hui par des populations migrantes des pays d'Amérique Latine. Un deuxième ensemble résidentiel ouvrier fut construit au cours des années 1970, par lequel les pouvoirs publics ont tenté de résoudre la question urbaine selon le modèle des cités ouvrières françaises, et qui marque à la fois la splendeur et le déclin de la société fordienne espagnole. Enfin, depuis la fin des années 1990, et de manière massive, un ensemble protéiforme d'un ensemble de quartiers de lotissements individuels a été construit par des promoteurs coopératifs ou privés, à côté des grands centres commerciaux et de loisirs qui ont vu le jour depuis, et qui ont largement endetté les classes populaires de Coslada. Les politiques urbaines se sont appuyées sur des logiques de marché immobilier qui se trouvent aujourd'hui en déconnexion avec la crise économique et les transformations du marché du travail espagnol.

12. Grand projet de ville (GPV), Projet de rénovation urbaine (PRU) et Programme métropolitain de requalification des quartiers anciens dégradés (PMRQAD).

sont patents, les quartiers ouvriers anciens dégradés sont aussi ceux qui permettent l'accès au logement abordable, en location ou en propriété, des ménages pauvres. Ces dispositifs, qui visent à modifier la morphologie urbaine et sociale, auront également des effets sur les pratiques précisément permises par les interstices de l'espace domestique et de la rue dont on a vu l'importance en matière d'activités économiques, informelles ou formelles, d'apprentissage, d'interconnaissance et d'entraide. Déconnectées des pratiques populaires, ces politiques dessinent un territoire en dispute (Svampa, 2008) entre les pouvoirs publics locaux et nationaux, les logiques de marché et les classes populaires.

### AUTONOMIES ET DÉPENDANCES DES CLASSES POPULAIRES

Le deuxième volet de la recherche porte sur les processus d'autonomisation et de dépendance qui sous-tendent les modes d'organisation en milieu populaire, à partir d'une analyse des logiques d'acquisition et de mobilisation des ressources matérielles et symboliques (Merklen, 2003). Ces logiques s'inscrivent dans des espaces qui ne se bornent pas aux circonscriptions des instances institutionnelles (mairies, services sociaux, associations caritatives et humanitaires, *etc.*), mais s'appuient aussi sur des réseaux sociaux de proximité (famille, espaces de sociabilité et de travail). La question est de savoir comment les personnes arrivent concrètement à se procurer des biens de subsistance, à trouver des sources de revenus, à améliorer leur logement, à travailler, *etc.* Comment s'élabore cette quête de ressources et quelles formes d'organisation en découlent ?

Certaines pistes de recherche proviennent du terrain argentin, notamment des mobilisations et des expériences collectives d'organisation qui se sont développées dans le district de La Matanza. Autrefois symbole de l'industrie péroniste, La Matanza se présente aujourd'hui comme un lieu emblématique des profondes transformations qu'a connues la société argentine depuis une trentaine d'années, où le délitement de la société salariale conjugué avec une démission de l'État ont conduit à une forte augmentation de la précarité, du chômage, de la pauvreté<sup>13</sup>. En parallèle, les projets agro-industriels et miniers dans les régions du nord et du centre du pays, développés depuis la fin des années 1980, ont expulsé massivement des paysans qui se sont ensuite installés dans les cinq couronnes qui composent la périphérie de Buenos Aires (Svampa, *op. cit.*), dont La Matanza. Entre les années 1980 et 2010, la population de ce district a doublé, passant de 950 000 à 1 750 000 habitants. Des mobilisations

13. Ainsi, dans le quartier « Nicole », situé dans le district de La Matanza, étudié par l'équipe argentine, 95,6 % de la population ne peut satisfaire les exigences basiques de subsistance (en termes d'alimentation, de transport, d'habillement, de santé, de logement) (Abal Medina et *al.*, 2004, p. 32)

d'occupations illégales de terre, de quartiers<sup>14</sup> et de « piqueteros<sup>15</sup> » se sont ainsi développées (Merklen, 2009).

Ces mobilisations populaires donnent à voir des formes d'auto-organisation qui visent à répondre aux besoins de la vie quotidienne pour le logement, les revenus, l'alimentation, l'éducation (Montes Cato, 2004<sup>16</sup>). Fondées sur la prise de conscience politique par la pratique, elles ont permis d'engager, au moment de l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, un rapport de force avec les autorités locales et des négociations avec l'État en vue de la reconnaissance de ces organisations du quartier. Ce faisant, elles sont parvenues à la fois à s'imposer comme les interlocuteurs légitimes vis-à-vis des pouvoirs publics et à faire reconnaître leurs activités comme un travail, justifiant le versement d'allocations aux travailleurs des coopératives autogérées (Rius, 2010).

Cette expérience argentine aide à penser autrement les relations entre classes populaires et État, dans le cadre du processus de désengagement de l'État social. Il y a là à la fois des pratiques et un jeu spécifique entre les acteurs qui permettent d'interroger le terrain roubaïen, où l'omniprésence de l'État et des aides publiques (allocations individuelles et familiales, défiscalisation pour les entreprises en « zones franches », budgets alloués aux établissements scolaires « prioritaires ») laisse à penser que l'auto-organisation et les marges de manœuvre des acteurs sont faibles. Au contraire, à partir d'une entrée par les foyers, attentive au caractère sexué de ces processus, nous mesurons les ressources, tant matérielles que symboliques, que les acteurs mobilisent et grâce auxquelles ils accèdent à des formes et degrés variés d'autonomie.

---

14. Ces organisations créent d'abord un mouvement de base en vue de construire un quartier (promotion d'un habitat normal par opposition à la représentation d'un bidonville) et promouvoir une structure de solidarité territoriale. Sur la base de cette structure sociale locale, les organisations sortent ensuite du quartier et se tournent vers le système politique pour obtenir de quoi construire des institutions locales pour le quartier (école, cantine, dispensaire) et des aides pour lutter contre la paupérisation (Merklen, 2009).

15. Le mouvement de « piqueteros » renvoie aux mobilisations qui se sont déployées en Argentine à partir d'octobre 2010 et qui ont consisté à bloquer les routes. Si les premières coupures de routes datent de 1996 (et se sont développées dans les provinces argentines les plus touchées par le chômage et le sous-emploi), c'est dans la localité de la Matanza, à la fin de l'année 2000, que les coupures de routes organisées vont s'affirmer comme les plus importantes en termes non seulement de mobilisation et d'objectifs recherchés, mais également d'organisation et d'influence sur la scène politique et sociale nationale (De Pena et Montes Cato, 2002).

16. Au moment de l'effondrement de la société argentine en 2001, les quartiers périphériques ont organisé un système d'échange sur la base du troc. N'ayant plus rien d'autre à échanger, les habitants du quartier Nicole ont proposé leurs capacités d'organisation comme mode de paiement. Cette capacité d'organisation s'est avérée une véritable ressource nécessaire à la reproduction de la vie, au même titre que les aliments ou l'eau, quand rien d'autre ne fonctionnait plus.

Ainsi, tandis qu'à La Matanza, les centres sociaux et populaires sont autogérés par les habitants, principalement dirigés par des femmes qui organisent la vie quotidienne dans des coopératives, à Roubaix (comme ailleurs en France), les centres sociaux sont des espaces tournés vers les quartiers, financés et partiellement gérés par la municipalité (Bresson, 2002). Notre participation aux réunions de collectifs de femmes lors d'ateliers organisés par des animatrices est un moyen d'accéder aux préoccupations de la vie quotidienne, mais aussi aux manières de s'entraider, de mobiliser des ressources, dans des tensions très nettes entre autonomisation collective et dépendance à l'égard des institutions locales. La plupart des femmes présentes, allocataires de minima sociaux, viennent aux séances, parfois avec leurs enfants, d'abord pour être ensemble et se soutenir dans les épreuves de la vie quotidienne ; épreuves à partir desquelles elles échangent sur la base de thèmes proposés par les animatrices pour trouver des ressources matérielles, des appuis professionnels et institutionnels. En marge du travail social accompli, qui participe à l'accompagnement et à l'apaisement social du quartier, il apparaît que les pratiques d'entraide et de résistance au quotidien ne sont pas exprimées comme telles, mais naturalisées, tant elles sont intégrées. Il y a pourtant bien une forme de prise de conscience collective dans la manière dont ces femmes par exemple renversent un rapport culpabilisant à « l'assistanat » pour produire un droit universel à un revenu de subsistance, ou se soutiennent mutuellement dans leur éducation familiale en échappant aux discours en surplomb sur l'apprentissage de la parentalité. Dans la description des manières d'organiser la vie quotidienne, en échangeant des savoir-faire pour obtenir des allocations, des biens de consommation à bas prix, pour partager les gardes, pour transmettre des valeurs aux enfants, *etc.*, elles donnent accès aux ressources mobilisées, tant matérielles que symboliques, mais aussi à leur rôle prépondérant dans la vie sociale des quartiers, dans un arrangement permanent avec les hommes. Les entretiens permettent également de voir comment, par les pratiques quotidiennes d'arrangements multiples pour accéder notamment aux biens d'alimentation, ces femmes sont amenées à recourir à des organisations formelles fortement génératrices d'un rapport de dépendance, comme les associations caritatives, ou les services sociaux. Néanmoins, dans les savoir-faire acquis pour naviguer entre associations et services publics, pour négocier l'acquisition de ressources supplémentaires, des espaces d'autonomie se créent, non seulement vis-à-vis de ces organisations, mais également au sein de la sphère familiale : les femmes sont celles qui détiennent les savoir-faire nécessaires à l'acquisition de certaines ressources, notamment alimentaires (Cottureau et Mohatar Marzok, 2012). Dans ces processus, entrent ainsi en jeu des arbitrages entre différentes sphères d'appartenance et de dépendance. L'autonomie n'est donc pas envisagée en tant que telle, mais dans un rapport dialectique avec des formes de dépendance au sein des différentes sphères sociales d'affiliation. Dès

lors, il s'agit pour les individus et les collectifs de choisir vis-à-vis de quoi et de qui il est acceptable d'être dépendant, et vis-à-vis de quoi et de qui au contraire il importe d'affirmer son autonomie.

Ces possibilités d'autonomisation s'observent également dans la construction de secteurs d'activités parfois en marge de la légalité, comme c'est le cas de la mécanique automobile. Ceux-ci permettent aux acteurs de sortir des processus d'externalisation, de sous-traitance, d'alternance entre chômage et activités de relégation qui sont inhérents aux logiques d'entreprises. Les fonctions économiques que remplissent ces activités, les formes d'entraide, les normes et obligations sociales qui en découlent, sont autant d'éléments de modes d'autonomisation économique, dans lesquels on reconnaît les attributs des économies morales décrites par E.P Thompson (1963).

## CONCLUSION

C'est par le croisement de ces deux échelles d'analyse – analyse des rapports sociaux qui construisent la territorialité populaire et analyse des dynamiques d'autonomisation et de mise sous dépendance – que nous cherchons à comprendre les géographies et les contenus du populaire aujourd'hui, dans la continuité d'une sociologie des classes subalternes (Gramsci, *op. cit.*).

Dans cette perspective, nous entendons poursuivre notre ethnographie des pratiques dans différents espaces sociaux formels et informels, en prêtant attention à la manière dont le reproductif et le productif tendent aujourd'hui à s'entremêler, mettant ainsi un terme au paradigme masculin de la « société du travail » (Molinier, 2012). Très concrètement, nous envisageons plusieurs entrées à venir : nous focaliserons notre attention sur les petites entreprises, de service (à la personne, d'entretien, *etc.*), familiales et/ou associatives, qui se sont développées notamment dans les territoires subalternes (Hochschild, 2003) pour faire face à une vulnérabilisation sociale croissante. Il s'agira aussi d'étudier des pratiques de récupération et de consommation (le rôle des petits commerces, les puces, les marchés, le recours au secteur associatif – distributions alimentaires et épiceries sociales –, les activités de récupération dans les rues, sur les chantiers, qui alimentent les sociétés de ferrailleurs), autour desquelles s'organisent des aspects de la vie sociale et des formes d'entraide spécifiques, selon des logiques non réductibles à celles du marché. Sur la question de l'éducation et les dynamiques de qualification sociale, nous engagerons le suivi de jeunes femmes et hommes dans des centres d'apprentissage technique et ailleurs, dans leurs espaces de sociabilité et de travail. Il s'agira de comprendre les continuités et les ruptures entre vie quotidienne, travail et culture dominante pour ces jeunes générations (rapport à l'école et aux savoirs, stigmates et renversements, *etc.*). Enfin, sur la question de l'habitat,

il s'agira d'interroger les pratiques de réhabilitation de logements plus ou moins organisées et accompagnées par la municipalité et par des associations. Dans la lignée des travaux portant sur l'importance des ressources sociales de l'ancrage dans les classes populaires (Merklen, 2009 ; Fol, 2010), nous considérons l'auto-réhabilitation du logement comme un analyseur transversal de l'imbrication des pratiques et trajectoires populaires. Cette entrée permettra d'étudier le cœur des unités familiales ; elle interrogera les pratiques d'entraides quotidiennes autour du logement pour élargir le questionnement à l'accès aux ressources économiques, au travail formel et informel ; elle interrogera la tension entre l'autonomie des pratiques habitantes et les contraintes que peuvent exercer sur elles des dispositifs publics qui cherchent à la fois à les soutenir mais aussi à les orienter en fonction des objectifs des politiques urbaines.

Cette démarche d'enquête est portée par une dimension collective de la recherche qui se joue à différents niveaux. L'ethnographie est ainsi menée collectivement au sein de chaque équipe nationale, et entre les trois équipes. Ce dispositif d'enquête ethnographique longue, au plus près du terrain, en interaction avec les enquêtés, et de construction d'échanges internationaux pérennes, est rendue possible par nos conditions statutaires : enseignants-chercheurs titulaires, nous pouvons constituer un groupe de recherche dont le noyau n'est pas soumis à la précarité des contrats courts et aléatoires. Le statut et les conditions de travail qui sont les nôtres sont néanmoins remis en question par les réformes engagées depuis la LRU en 2007<sup>17</sup>. Par cette signature collective nous refusons, à rebours des politiques d'évaluation individuelle des universitaires, que le travail de pédagogue et de chercheur se dissolve dans l'individualisation. L'affirmation de la nécessaire dimension collective de nos pratiques professionnelles fait ainsi partie intégrante de notre démarche. Celle-ci répond enfin à la volonté de créer un cadre qui nous permette de profiter du bonheur de travailler ensemble.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABAL MEDINA, P. ; CRIVELLI, K. ; DIAZ, A. ; LA ROCA, J. ; MONTES CATO, J. ; WILKIS, A. 2004. « Estudio sobre las condiciones de vida en el barrio Nicoll », *Informe de Investigación*, n° 15.
- ALONSO, L.E., 2007. *La crisis de la ciudadanía laboral*, Barcelona, Anthropos.
- BERNOUX, P. ; MOTTE, D. ; SAGLIO, J. 1973. *Trois ateliers d'os*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- BOLTANSKI, C. ; CHIAPELLO, E. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BRAUDEL, F. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, tome 3, Le temps du monde*, Paris, Armand Colin.

17. Loi relative aux Libertés et aux responsabilités des universités.



- BRESSON, M. 2002. *Les centres sociaux. Entre expertise et militantisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales ».
- CASTEL, R. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard.
- CLERVAL, A. 2010. « Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris », *Cybergeo : European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire*, article 505, mis en ligne le 19 juillet 2010 <http://cybergeo.revues.org/23231>
- COHEN, V. ; LARGUÈZE, B. 2002. « Processus d'entrée dans le dispositif du RMI et modalités d'insertion », *Économie et statistiques*, n° 346-347.
- COING, H. 1966. *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Éditions Ouvrières.
- COLLOVALD, A. ; SAWICKI, F. 1991. « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix* vol. 4, n°13, p. 7-20.
- CORNUEL, D. ; DURIEZ, B. 1983. *Le mirage urbain. Histoire du logement à Roubaix*, Paris, Anthropos.
- COTTEREAU, A. ; MOHATAR MARZOK, M. 2012. *Une famille andalouse. Ethno-comptabilité d'une économie invisible*, Paris, Bouchène.
- DAVID, M. ; DURIEZ, B. ; LEFEBVRE, R. ; VOIX, G. (sous la dir. de). 2006. *Roubaix, 50 ans de transformations urbaines et sociales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- DEMAZIÈRE, D. 1995. *Le chômage de longue durée*, Paris, Puf.
- DE PENA, J. ; Montes Cato, J. 2002. « Crise de représentation et fragmentation sociale : le cas des *piquetes* et des coupeurs de routes argentins », *L'ordinaire latino-américain* n°188, université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, p. 101-105.
- FOL, S. 2010. « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards sociologiques* n° 40, p. 27-43.
- FOL, S. ; MIOT, Y. (à paraître). « Ancrage, mobilités et régénération urbaine : les limites des injonctions politiques », dans S. Fol, Y. Miot et C. Vignal (sous la dir. de), *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- FOURNIER, P. ; HATZFELD, N. ; LOMBA, C. ; MULLER, S. 2008. « Étudier le travail en situation », dans A.-M. Arborio, Y. Cohen, P. Fournier, N. Hatzfeld, C. Lomba et S. Muller (sous la dir. de), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, p. 7-21.
- GANS HERBERT, J. 1962. *The urban villagers. Group and Class in the life of Italian-Americans*, The Free Press, New York.
- GRAMSCI, A. 1975. *Quaderni del carcere. Volume Terzo. Quaderni 12-29, Edizione critica dell'Istituto Gramsci (A cura di Valention Gerratana)*, Turin, Éditions Einaudi.
- HOCHSCHILD, A. 2003. *The Commercialization of Intimate Life: Notes from Home and Work*. San Francisco, University of California Press.
- HOGGART, R. 1957, *The uses of literacy : Aspects ok working class life*, Londres, Chatto and Windus.
- KERGOAT, P. 2006. « De l'indocilité au travail d'une fraction des jeunes populaires. Les apprentis et la culture ouvrière », *Sociologie du travail* n° 48, p. 545-560.
- LANZARINI, C. 2000. *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, Paris, Puf.
- LEFEBVRE, H. 1974. *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.



- LEFEBVRE, R. 2003. « Le socialisme municipal à Roubaix. Interventionnisme municipal et communalisation de la solidarité », dans P. Guillaume (sous la dir. de), *Les solidarités. Du terroir à l'État*, Bordeaux, Éditions de la MSH d'Aquitaine.
- LEFEBVRE, R. 2006 « Introduction : Roubaix, ville-laboratoire », dans M. David, B. Duriez, R. Lefebvre et G. Voix (sous la dir. de), *Roubaix. 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Presses universitaires du Septentrion, p. 11-22.
- LOPEZ CALLE, P. 2011, « Coslada : de l'usine à la logistique », communication au Clerisé, 2 novembre 2011.
- MARX, K. 1971. *Grundrisse*, Londres, Mac Millan Press.
- MERKLEN, D. 2003. « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales* n° 165-166, p. 171-196.
- MERKLEN, D. 2009. *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- MIOT, Y. 2012, *Face à la décroissance urbaine, l'attractivité résidentielle ? Le cas des villes de tradition industrielle de Mulhouse, Roubaix et Saint-Étienne*, Thèse de doctorat, Université de Lille I.
- MIOT, Y. 2011. « La ségrégation sociale dans la métropole lilloise et à Roubaix : une approche par l'habitat et les mobilités résidentielles », communication lors de la journée d'étude « Métropole, ségrégation, fragmentation », Université de Lille 3.
- MOLINIER, P. 2012. « El trabajo de cuidado y la subalternidad », Universidad Nacional de Bogota.
- MOLINIER, P. ; LAUGIER, S. ; PAPERMAN, P. 2009. *Qu'est ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Paris, Payot.
- MONTES CATO, J.S. 2004, « Organizaciones de desocupados y articulación de alternativas productivas. La experiencia de los proyectos productivos solidarios del Movimiento 26 de Julio, La Matanza », dans F. Forni (sous la dir. de), *Caminos solidarios de la economía argentina. Redes innovadoras para la integración*, Buenos Aires, Éd. Ciccus, p. 221-241.
- NEVEU, C. 2003. *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Lille, Éditions du Septentrion.
- NOIRIEL, G. 1992 [1988]. *Le creuset français. Histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Le Seuil.
- OMHOVÈRE, M. (à paraître). « Vivre à Gambetta, l'ancrage local. Lorsque la proximité devient ressource », dans S. Fol, Y. Miot et C. Vignal (sous la dir. de), *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Presses Universitaires du Septentrion, coll. « Le regard sociologique », p. 183-198.
- PRÉTECEILLE, E. 1997. « Ségrégation, classes et politique dans la grande ville », dans A. Bagnasco et P. Le Gales, *Villes en Europe*, Paris, La Découverte, p. 99-127
- PRYEN, S. ; RODRIGUEZ, J. 2006. « Au carrefour de la culture et du social. Une interrogation sur les enjeux de l'action culturelle roubaisienne », dans M. David, B. Duriez, R. Lefebvre et G. Voix (sous la dir. de), *Roubaix. 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Presses universitaires du Septentrion, p. 255-274.
- RÉNAHY, N. 2010. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 9-26.
- RETIÈRE, J.-N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.

- 
- RIUS, P.V. 2010. *Faire valoir sa légitimité : radicalité et banalité dans les mouvements des piqueteros en Argentine des années 1990 à aujourd'hui*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS.
- ROUSSEAU, M. 2010. « Gouverner la gentrification. Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin », *Métropoles*, 7, p. 57-72.
- SCHWARTZ, O. 1990. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Puf.
- SCHWARTZ, O. 2011. « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées.fr*, 13 septembre.
- SVAMPA, M. 2008. *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores.
- THOMPSON, E.P. 1963. *The Making of the English Working Class*, Londres, Vintage Books.
- VERFAILLIE, B. 1996. *Roubaix, chants de briques, paroles d'hommes*, Paris, Desclée de Brouwer.
- WILLIS, P. 2011. *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Paris, Agone.
- YOUNG, M. ; WILLMOTT, P. 1983 [1957] *Le village dans la ville*, Paris, Centre de Création Industriel – George Georges Pompidou.